

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS:

Roobaix-Tourcoing: Trois mois... 13.50 Six mois... 26.00 Un an... 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, 15 fr. trois mois.

La France et l'étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

RECEVUS DES ABBONNÉS

Table with columns for date (19 MAI), amount, and recipient name (e.g., Emprunts 3 0/0, Actions Banque de France).

DEPECHE COMMERCIALES

New-York, 19 mai. Change sur Londres 4.87 1/2; change sur Paris 5.13 3/4.

New-York, 19 mai.

Cotons: Ventes 8,000 b. Marché sans changement.

New-York, 19 mai.

Cotons: Ventes 12,500 balles. prix stationnaires.

New-York, 19 mai.

Recettes 16,000 balles.

Bulletin du jour

Les rumeurs les plus alarmantes ont été répandues à Paris, touchant la situation politique intérieure de l'Empire Turc.

La discussion sur l'amnistie se traîne au milieu d'un ennui que l'intervention du vaudevilliste M. Lockroy et de M. Raspail ne parvient pas à atténuer.

JOURNAL DU NORD

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

INSERIONS:

Annonces: la ligne... 20 ct Réclames: " " " " 30 ct Faits divers: " " " " 20 ct

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du Journal, à Lille, chez M. OZANNE, Libraire, Grand-Place à Paris, chez M. HAYAT, Libraire, et C^o, 34, rue Notre-Dame des-Victoires.

mense attaque de nerfs. Nous avions déjà une littérature qui expliquait et absolvait les passions par les particularités de l'organisme.

C'est M. Raspail père qui a ouvert la séance des députés par un discours en faveur de sa proposition d'amnistie générale et immédiate.

Un incident assez bizarre vient de se produire en Italie. Le ministre conservateur qui, a cédé comment la place au cabinet Depretis, n'a pas eu le temps, paraît-il, de faire disparaître du ministère de l'intérieur quelques dossiers de police.

Le Crédit foncier, pour se relever, aurait grand besoin d'une combinaison financière, comme celle dont une nouvelle société vient de prendre l'heureuse initiative.

Le traitement général des condamnés pour les faits de la commune est le même que celui des criminels de droit commun.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

que croit être prouvé de supériorité intellectuelle, en se faisant porte-voix de tout individu qui insulte, au mépris même de son passé et de sa gloire.

Le bruit d'une interpellation de M. de Broglie, au Sénat, agite passablement le monde républicain.

Il paraît que défense est faite aux préfets de transmettre aux ministres les renseignements qui pourraient ne pas confirmer tout à fait les espérances républicaines.

La commission du budget, à la Chambre des députés, a commencé l'examen du ministère de la marine et des réclamations présentées par les armateurs au sujet de la marine marchande.

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France accuse une diminution d'environ 23 millions dans le chapitre du portefeuille commercial.

Si se confirme, dit-on, que MM. Frémy et Soubeyran sont démissionnaires l'un et l'autre. Le premier serait remplacé par M. Mathieu-Bodet.

Les optimistes prétendent que luter contre « le crédit foncier » est battré en brèche les valeurs égyptiennes.

Le Crédit foncier, pour se relever, aurait grand besoin d'une combinaison financière, comme celle dont une nouvelle société vient de prendre l'heureuse initiative.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

EXAMEN DES DÉPUTÉS

Séance du jeudi 18 mai. Présidence: M. Jules Grévy.

La séance est ouverte à 2 heures et demie. Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

M. G. Frémont, pour répondre à une question de M. le ministre, donne l'adresse de M. Leprevost, ancien chirurgien de la marine dont il a cité le témoignage dans la discussion d'hier.

M. le ministre de la marine dit qu'il verra s'il doit prendre des informations auprès de M. Leprevost, en tout cas, une enquête sera ordonnée sur les faits qui ont été signalés.

M. le ministre des finances demande le renvoi à la commission du budget du projet de loi relatif au règlement des comptes de 1871.

M. Raspail dit que la France commence à réparer ses malheurs en effaçant les traces d'un monarchisme sans base et sans appui.

M. le Président engage l'orateur à ne pas approuver à la tribune la justification des criminels frappés par la loi.

M. Raspail répond qu'il a toujours été l'ennemi de la guerre civile, et il vint que l'amnistie fasse courir des dangers à la paix sociale.

M. le Président déclare que l'orateur, par ses paroles, a blessé le sentiment de ses collègues.

M. Raspail rappelle qu'en 1848, après qu'il a eu en 1848 chassé le régime du respect (rires), aucun acte de violence n'a signalé cette victoire.

Si les propositions sont repoussées elles seront inévitablement reprises tous les 3 mois. En outre une proposition sera déposée pour poursuivre les provocateurs qui jouissent de l'impunité dans les administrations publiques.

Le traitement général des condamnés pour les faits de la commune est le même que celui des criminels de droit commun.

M. le Président dit que l'orateur met à une rude épreuve le respect du président de l'Assemblée pour la liberté de la tribune.

M. Raspail dit que dans l'intérêt de la société, il est urgent de condamner, on ne l'a pas fait, le crime, abrité, abandonné de tout le monde, soumis à la surveillance de la police et à jamais ennemi de la société.

M. Bourgeois demande la parole pour un fait personnel, comme ayant fait partie de la commission d'enquête sur le 18 mars.

communiément communal; elle ne s'est pas produite dans le reste de la France, elle a commencé par décimer toutes les attributions de gouvernement général et n'a pas marché sur Versailles dans les premiers jours comme elle l'aurait pu avec bien plus de chances de succès.

M. le vicomte de Tequeville dit que la Commune a été une infamie. (Bruit.) M. Marcou maintient que la Commune a été une erreur historique.

Dans un mouvement insurrectionnel, qui amène la suppression de la population, il se produit nécessairement un certain nombre de crimes, et délits de droit commun.

L'orateur félicite les incendies, l'assassinat des otages, parce qu'ils n'étaient pas nécessaires à la défense; mais il y a des actes qui se rattachent nécessairement à toute insurrection.

La République est le gouvernement le plus fort qui puisse exister en France; elle n'a à redouter ni la fusion monarchique, ni les insurrections populaires.

M. Dufaure, président du conseil, dit que c'est une pénible épreuve à laquelle on soumet la chambre que de la reporter vers ces jours de deuil où l'insurrection est venue.

On a tenté une justification, une réhabilitation plus ou moins hasardée de l'insurrection de 1871. On a dit qu'elle avait été provoquée et que la responsabilité devait au moins être partagée entre Paris et Versailles.

Le gouvernement était plein de respect pour la grande ville qui avait héroïquement supporté les dangers du siège.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

Le mouvement n'était pas communal puisqu'il envoyait des émissaires partout et cherchait des complices dans toute la France.

LA NECESSITE DE L'AMNISTIE

MORALITE EN UN ACTE

Le théâtre représente un appartement richement meublé.

M. PRUDHOMME, UN HOMME POLITIQUE EN HABIT NOIR

L'HOMME POLITIQUE, continuant une conversation commencée.

Et vous dites que vous venez de dépenser vingt mille francs à renouveler votre mobilier de salon?

M. PRUDHOMME

Vingt mille deux cent trois francs huit centimes. Voici la facture.

L'HOMME POLITIQUE

Eh bien! voulez-vous que je vous parle franchement? Je ne donnerais pas de tout cela vingt mille liards.

M. PRUDHOMME, parlant

Y pensez-vous? Je me suis adressé aux premières maisons de Paris.

L'HOMME POLITIQUE, s'adressant

Je vous répète que le dernier épicier de Carpentras ne voudrait pas de votre ameublement.

M. PRUDHOMME

Mais enfin, pourquoi?

L'HOMME POLITIQUE

Pourquoi? Vous le demandez? Vous n'avez donc pas lu les révélations de la séance d'hier, les discours de M. Lockroy sur le marasme et la décadence de l'industrie parisienne, du commerce parisien.

M. PRUDHOMME

Pas encore, je l'avoue, mais on m'a dit que c'était très-bien. Je suis, vous le savez, un esprit libéral et éclairé, partisan de toutes les réformes de nature à faciliter le libre jeu de nos institutions et à répandre la concorde qui seule peut mettre fin à nos querelles intestines.

L'HOMME POLITIQUE

Ces sentiments vous honorent. Il est fâcheux que vous ayez négligé de les mettre en pratique lorsque vous avez renouvelé votre ameublement.

M. PRUDHOMME, ahuri

Mon ameublement, toujours mon ameublement! Mais à qui fallait-il donc m'adresser.

L'HOMME POLITIQUE

A personne.

M. PRUDHOMME

Comment?

L'HOMME POLITIQUE

Vous deviez attendre patiemment que l'amnistie fut votée et qu'elle permit à l'élu des ouvriers parisiens, aujourd'hui exilés à l'étranger, de reprendre en France le cours de leurs travaux interrompus.

M. PRUDHOMME

Que m'apprenez-vous là, l'élu des ouvriers français exilés à l'étranger?

L'HOMME POLITIQUE

Parfaitement.

M. PRUDHOMME

Cependant il en reste encore à Paris, un certain nombre qui travaillent très bien. La bijouterie, la tapisserie, l'ébénisterie, continuent à fonctionner. Que sont donc les ouvriers qui font marcher ces industries pour le moment?

L'HOMME POLITIQUE

Des mazzettes, des ouvriers sans goût, sans savoir, de vulgaires manœuvres qu'on est bien forcé d'employer, puisqu'il n'y en a pas d'autres, mais auxquels un homme comme vous, un homme éclairé, devrait rougir d'avoir eu recours.

M. PRUDHOMME, se tenant la tête à deux mains

Des manœuvres... Un ameublement qui me coûte les yeux de la tête! Des fauteuils qui me reviennent à plus de deux cents francs l'un dans l'autre.

L'HOMME POLITIQUE, dédaigneux

Vous appelez ça des fauteuils?

M. PRUDHOMME

Des rideaux qui ont fait l'admiration générale!

L'HOMME POLITIQUE

Dites des toiles de barbares!

M. PRUDHOMME

Oh!

L'HOMME POLITIQUE

Des meubles enfin, taillés à coups de serpe, par des apprentis charpentiers!

M. PRUDHOMME, criant

Quoi! mes meubles de boue! Des meubles qui ont figuré à la dernière Exposition des beaux-arts appliqués à l'industrie!

L'HOMME POLITIQUE

Qu'est-ce que cela prouve? Dans le royaume des aveugles, les borgnes sont rois!

M. PRUDHOMME, altéré

Mais enfin, comme se fait-il que les meilleurs ouvriers de Paris aient quitté la France?

L'HOMME POLITIQUE

Comment? C'est bien simple: pour échapper aux poursuites, comme ce pliers de la Commune.

M. PRUDHOMME

Ils étaient complices de la Commune?